European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

29 | 2019

Recherche en danger

Le temps du vide

Rédaction de l'EJTS

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/6462>

DOI : 10.4000/ejts.6462

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Rédaction de l'EJTS, « Le temps du vide », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 29 | 2019, mis en ligne le 10 juillet 2020, consulté le 10 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/6462>

Ce document a été généré automatiquement le 10 juillet 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Le temps du vide

Rédaction de l'EJTS

- 1 La rédaction de l'EJTS s'est, depuis le début du mouvement, associée à la mobilisation suscitée par le projet de « loi de programmation pluriannuelle de la recherche » (LPPR), ainsi que par la réforme du système français des retraites. Comme d'autres revues, nous avons fait le choix d'inscrire cette mobilisation au cœur de notre activité, en produisant des numéros qui en fixent la trace.
- 2 Cette trace est double. Nous voulons, d'une part, imaginer ce que deviendraient les revues comme la nôtre si les logiques compétitives promues par la LPPR, déjà passablement répandues dans le monde, venaient à l'emporter : c'est ce numéro-ci, numéro « blanc », vide de toute recherche. Nous voulons, d'autre part, témoigner des formes de solidarité et d'enthousiasme vivifiées par le mouvement, qui nous font renouer avec la raison d'être de la revue, celle d'être un collectif engagé : ce sera notre numéro suivant, numéro « en lutte » qui fera déborder bien au-delà de nos domaines d'étude habituels la réflexion sur les savoirs académiques et les luttes sociales dont il est l'enjeu.
- 3 Le temps du présent numéro – ce temps du vide – n'est pas un luxe. Il vient, dans l'urgence, marquer notre réprobation et notre opposition. Il nous faut prendre le temps de comprendre pourquoi nous avons voulu réagir, et déterminer comment.

*

- 4 Pourquoi, en tant que rédaction de l'EJTS, réagissons-nous ? Une première raison est de circonstance : historiquement comme actuellement, une majorité des membres de la rédaction ont exercé leur métier d'enseignants-chercheurs en France, ou au sein d'établissements francophones à l'étranger. Ils et elles partagent donc avec la mobilisation du collectif « Revues en lutte » des cadres de référence sociologiques et intellectuels, dont le texte de l'éditorial collectif fait mention à plusieurs reprises : ainsi des notions de fonctionnariat et de service public, ou le souvenir de conflits sociaux récents (à France-Télécom, à La Poste, dans l'hôpital public), toutes choses qu'un lectorat moins familier de la situation française pourrait juger exotiques, voire

difficilement compréhensibles. Cette position singulière est également assumée, par exemple, dans le très bel éditorial donné au numéro « En lutte » de la revue *Politix* : « ce qui se joue aujourd'hui, c'est également la défense d'une spécificité, celle du fonctionnement des revues *françaises* en sciences humaines et sociales » (Gaïti et al. 2020 : 32, nous soulignons).

- 5 L'histoire de l'EJTS, prenons le temps de le rappeler ici, est celle d'une revue conçue et pensée au sein d'un institut français de recherche à l'étranger, l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul (IFEA). L'envie de créer une revue n'eut besoin pour se déclarer ni d'appel à projets ni de contrat d'objectifs et de moyens : la complicité d'un groupe, que l'hospitalité de l'institution avait fait naître, y suffit. Ces enseignants-chercheurs en début de carrière pouvaient alors (nous étions en 2003-2004) compter sur des statuts ou positions leur offrant — luxe pour leurs jeunes collègues de demain ? — quelque liberté d'action et d'initiative : peut-être cela compta-t-il pour quelque chose. Pour que la revue naisse, il ne fallut en tout cas remplir ni annexes financières ni listes de livrables : quelques verres sur la terrasse de l'IFEA, les statuts d'une association, une demande d'adhésion à la fédération de revues en accès libre revues.org (devenu OpenEditionJournals), et l'affaire fut entendue.
- 6 L'appui inconditionnel de deux unités de recherche ou de services, le Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (UMR 8032) et l'IFEA (USR 3131), apporta un précieux concours humain à la préparation des numéros. Avec, derrière ces entités, leurs « tutelles » : Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Collège de France et École des hautes études en sciences sociales (EHESS), pour l'un ; CNRS et ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, pour l'autre. Le soutien de l'une d'elles plus particulièrement, le CNRS, fut décisif, puisqu'il assurait la rémunération d'une secrétaire de rédaction à temps plein. C'est ainsi que jusqu'à ce jour la revue a fonctionné et vécu.
- 7 Aujourd'hui, à l'heure où le CNRS se donne pour ambition de promouvoir la « science ouverte » (CNRS 2019), les moyens lui manquent de soutenir avec constance l'activité d'une revue en ligne comme la nôtre. L'heure est à la « mutualisation » – et le mot d'ordre serait beau s'il ne servait de postiche aux plus brutales économies d'échelle. C'est ainsi que notre secrétariat de rédaction fut soudain, un beau jour de 2015, jugé digne d'un tiers temps tout au plus. C'est pourquoi des parutions durent être ajournées. Ce numéro « blanc », daté de 2019 bien que préparé en 2020, prend la place laissée vide par l'un de ces dossiers en souffrance.
- 8 Voilà pour le contexte franco-français, que décrivent bien d'autres rédactions des « Revues en lutte » : celui d'une édition scientifique reconnue d'utilité publique, mais sous financée au point de se loger dans les interstices des journées de travail, absorbant le temps de loisir des personnels de la recherche (lire par exemple Addell 2020 : 249). Littéralement, la revue marche sur du vide.

*

- 9 L'EJTS se proclame européen. La revue ne se veut pas le lieu des études turques françaises, mais celle d'un champ de recherche repoussant les frontières géo-académiques (cf. Ficquet et al. 2020 : 239). Notre mobilisation contre la LPPR n'est donc pas que franco-centrée : elle est aussi une réaction à un contexte international, celui du développement de modalités d'évaluation scientifique ayant pour protagonistes des

sociétés à but lucratif productrices d'indicateurs opaques, pour logique l'utilitarisme des auteurs-payeurs et le cynisme de la prime à l'article, pour conséquence l'épuisement des comités de rédaction et le délabrement de la forme « dossier » (cf. Marie et Savy 2008 ; Damerdjian *et al.* 2018).

- 10 Certains de ces phénomènes affectent nos travaux à l'échelle globale : c'est le cas des index bibliométriques, produits logiciels développés (à quelques rares exceptions près) par des sociétés de traitement des données numériques. Comme pour les classements internationaux des universités, les biais et limites de ces outils sont avérés. Avec eux, les relations scientifiques fondées sur la curiosité et l'affinité élective se muent en calculs d'attractivité ; la quantité, et donc, bien souvent, la répétition du même, l'emporte sur la quête d'une recherche mue par un idéal d'approfondissement, de retour sur soi permanent et qui fait de la lenteur une condition de « l'innovation ». Ajoutons que leur monde, celui du format propriétaire et de la monétisation des données, n'entretient que peu d'affinités avec celui des revues en accès ouvert. Demande-t-on aux GAFAM d'évaluer les logiciels libres ?
- 11 D'autres dévoiements de l'évaluation scientifique adoptent des déclinaisons plus locales ou régionales, mais n'en présentent pas moins des airs de famille transnationaux. En France, des « établissements expérimentaux » s'essaient à des formes d'emploi scientifique elles aussi supposément « attractives ». En Turquie, le Conseil de l'enseignement supérieur (*Yükseköğretim Kurulu*) instaure un système d'« incitation » (*teşvik*) par points attribués aux enseignants-chercheurs, sorte de tarification à l'acte des prestations scientifiques, chaque publication « placée » dans des revues indexées valant bonus de rémunération. Notre prochain numéro offrira les éclairages nécessaires pour mener le travail critique qui s'impose. Il fournira une ébauche de ce que les sciences sociales peuvent dire des soi-disant standards internationaux.

*

- 12 Notre mobilisation s'inscrit donc dans l'histoire « française » de la revue, mais réverbère à sa façon les échos désaccordés d'expériences académiques en Europe et au-delà. C'est à ce double titre qu'elle a lieu. Comment, dans ces conditions, la faire prendre place ? Ne devons-nous pas supposer qu'objets, champs, aires d'étude présentent une élasticité ou une viscosité différenciées à l'égard des réalignements en cours, compromettant dès l'origine le caractère collectif du mouvement ? Nous, les praticiens de savoirs spécialisés, comment ferons-nous une culture générale qui permette de tracer d'autres horizons pour un avenir des savoirs et des revues scientifiques en commun ?
- 13 L'expérience de cette revue-ci, celles de toutes les autres qui ont pris part au collectif des « Revues en lutte », contredisent l'intuition pessimiste d'une atomisation des savoirs et des expériences. De se retrouver ainsi réunies par la mobilisation, toutes n'ont pu que révoquer le soupçon du chacun-pour-soi (cf. Tissot *et al.* 2020 : 18). Traiter des « études turques » – domaine au demeurant non unifié dont l'EJTS fait se rencontrer des politistes, sociologues, géographes, anthropologues et historiens – ne nous distingue en rien des 150 autres rédactions des « Revues en lutte » : nous faisons une revue, nous faisons de la science. Et nous avons bien l'intention de continuer.

Tissot, Sylvie *et al.* (2020). « Pourquoi un numéro blanc ? » [supplément à l'éditorial collectif], *Actes de la recherche en sciences sociales* 231 : 16-18. DOI : 10.3917/arss.231.0016

BIBLIOGRAPHIE

Addell, Nicolas (2020). « Sciences en danger, revues en lutte » [supplément à l'éditorial collectif], *Ethnologie française* 178 : 249-250. DOI : 10.3917/ethn.202.0243

CNRS (2019). « Feuille de route du CNRS pour la science ouverte », 18 novembre 2019. URL : www.science-ouverte.cnrs.fr

Damerdj, Amina *et al.* (2018). Dossier « Faire revue », *Tracés*. DOI: 10.4000/traces.8803

Ficquet, Éloi *et al.* (2020) « Perspective depuis les *Cahiers d'études africaines* » [supplément à l'éditorial collectif], *Cahiers d'études africaines* 238 : 237-240. DOI : à venir.

Gaïti, Brigitte *et al.* (2020) « Et *Politix* dans ce mouvement ? » [supplément à l'éditorial collectif], *Politix* 129 : 31-33. DOI : 10.3917/pox.129.0031

Marie, Laurence; Savy, Pierre, dir. (2008). Dossier « Revues modes d'emploi », *Labyrinthe*. DOI: 10.4000/labyrinthe.3859

INDEX

Mots-clés : revues en lutte, université ouverte, sciences en danger, édition scientifique, indexation, loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), mutualisation